L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 75 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI 21 MAI 1880.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIEES PAR AUTORITE.

Session régulière de 1880.

No 88.] LOI

Pour la protection et la conservation des levées publiques achevées en commun avec les jurés de police des diverses paroisses de l'Etat ; pour prescrire la manière suivant laquelle les levées pourront être coupées pour faire des canaux d'écluse pour le riz, pour les routes et machines, et pourvoir aux moyens de payer les frais occasionnés par ces travaux et pour établir des pénalités et des punitions pour la violation des clauses de cette loi, et pour la violation des ordonnances de paroisse faites conformément à cette loi.

Section 1. *Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane :* que les jurés de police des diverses paroisses de cet Etat sont chargés du maintenant et du contrôle de toutes les levées publiques opérées de cet Etat, qui peuvent exiger des soins publics pour protection et conservation, et ils sont par la présente autorisés à et requis de faire telles lois qu'ils jugeront nécessaires pour leur réparation, protection et conservation et régleront la manière suivant laquelle les levées pourront être coupées pour des prises d'eau pour le riz et autres objets.

Sec. 2. *Il est décrété en outre, etc.*, Que les jurés de police diviseront leurs paroisses respectives en wards ou districts de levées, et nommeront des économes surveillants, et que jusqu'à ce que cette division soit faite, les wards de route, tels qu'ils sont fixés maintenant, constitueront les wards de levée, et les économes de chemin remplissent les fonctions d'économes de levée, et qu'il sera du devoir des dits économes de levée, à l'approche des hautes eaux chaque année, de faire réparer et combler toutes les ouvertures et coupures faites aux levées, aux frais des gens qui les ont faites, et à défaut de payement de leur part, ils seront payés par la paroisse, et de faire combler et réparer toutes les tranchées, tous les trous et érosions dans les levées, aux frais de la paroisse, et il sera aussi de leur devoir de tuer tous les cochons errant au loin sur les levées publiques.

Sec. 3.—*Il est décrété en outre, etc.*, Que dans le cas de danger de crevasse dans tout ward, l'économe du dit ward appellera toutes les personnes sujettes au service routier, pour travailler quand elles en seront requises sur les levées de leurs wards ; que toute personne sujette au service routier qui négligera de travailler sur une levée publique, comme il est dit dans la section précédente, ou sous tout règlement de tout juri de police de cet Etat, sera poursuivie devant toute cour de juridiction compétente et, sur conviction, sera condamnée à une amende de deux piastres par jour par chaque jour de laquelle dans son travail, et à défaut de paiement de la dite amende, sera emprisonnée à la geôle de la paroisse pour dix jours au plus ; pourvu que nul ne soit requis de travailler plus de douze jours dans chaque saison.

Sec. 4. *Il est décrété en outre*, Que l'économe de levée du ward où il peut y avoir danger de crevasse, aura le droit de faire appel aux économes de tout ward voisin pour assistance; et il sera du devoir de ces économes de notifier aux personnes sujettes au service routier, demeurant dans ces wards, de se rendre au point désigné pour travailler comme il est dit dans la section 3 de cette loi; que toutes les personnes qui refuseront de travailler sur les levées, suivant les clauses de la section 3 de cette loi, recevront de la paroisse une piastre par jour pour chaque jour de travail et une piastre pour chaque nuit; et l'économe de levée aura droit à deux piastres par jour.

Sec. 5. *Il est décrété en outre, etc.*, que le bureau des ingénieurs d'Etat, fera immédiatement, après l'adoption de cette loi, préparer des plans pour des prises d'eau pour le riz, convenables aux diverses dimensions des levées, accompagnés de spécifications pour la construction de ces écluses, et ces plans devront être fournis en tout temps, sur toute demande, comme cela est expliqué ci-après; et nulle écluse ne pourra être construite et ne sera conformité avec les dits plans et spécifications, ni personne ne pourra établir sur les levées tenues par l'Etat ou par tout district spécial de levées ou de paroisse, aucune écluse ou pour aucun tuyau pour l'irrigation du riz ou pour d'autres objets, à moins que le propriétaire de la terre, sur un demande écrite, n'ait obtenu le consentement du juri de police de la paroisse où la levée peut être placée, lui permettant de faire ces travaux et d'user de l'écluse ou du tuyau.

Sec. 6. *Il est décrété en outre, etc.*, Qu'en addition aux conditions prescrites dans la précédente section, la personne demandant la permission de couper la Levée et d'y introduire une écluse ou un tuyau, paiera préalablement au trésor de la paroisse, une licence annuelle sur chaque écluse ou tuyau employé pour la culture d'une récolte, licence qui n'excédera pas le taux de deux piastres et cinquante cents pour chaque pied perpendiculaire de levée qui aura été coupé, à compter du fond du fossé ou de l'écluse au commencement de la levée ; et cette licence s'appliquera également aux écluses pour le riz déjà en usage lors de l'adoption de cette loi, et la dite licence sera due et payable du 1er de mai au 1er octobre, annuellement ; et si quelqu'un néglige de payer la dite licence à cette dernière date, il perdra son droit à la dite écluse et elle sera fermée à ses frais.

Sec. 7.—*Il est décrété en outre, etc.*, que cette licence annuelle pesera comme un premier gage et privilège sur les récoltes de l'année levées sur la plantation qui doit en profiter, et sera collectée par le collecteur de taxes, sans aucune procédure judiciaire ou procédure quelconque par la saisie de la propriété de la personne devant ladite licence, et ladite propriété sera vendue, sans estimation, aux époques et dans les lieux ordinaires pour les ventes de shérif, et en tout temps après le 1er de mai annuellement, et nul devant cette licence, ne sera considéré comme relevé du paiement à raison de la confiscation de la propriété, comme il est dit dans la section 6.

Sec. 8. *Il est décrété en outre, etc.*, Que toute personne qui coupera une levée, sont Etat, faite et entretenue sous l'autorité de l'Etat ou de tout district de levée ou de paroisse, en violation des clauses de cette loi, dans le but d'y construire des écluses pour la culture du riz ou pour d'autres objets, sera jugée coupable d'un crime contre l'Etat, et sur conviction, devant toute cour de juridiction compétente, sera punie par un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, d'un mois au moins et de douze mois au plus et d'une amende qui n'excèdera pas cinq cents piastres : et il sera du devoir de l'économe de levée, de l'inspecteur, du président et des membres du juri de police et de tous les autres officiers de paroisse, de donner aux autorités compétentes avis des violations de cette loi.

Sec. 9. *Il est décrété en outre, etc.*, Que tout l'argent payé au trésor de paroisse pour licences de cette sorte et pour amendes provenant des violations de la section précédente, ou mis de côté et employé exclusivement à faire enlever de vieilles écluses abandonnées et à rétablir la condition originelle de la levée, et à subvenir aux frais de curintendance et d'administration.

Section. 10. *Il est décrété en outre, etc.*, que dans toute paroisse où il peut y avoir des écluses pour l'irrigation du ris, le Bureau des ingénieurs d'Etat est par la présente autorisé à nommer une personne compétente comme inspecteur de levée pour la dite paroisse, dont le devoir sera d'inspecter la condition de toutes les écluses et autres coupures faites dans la levée, aussi bien que la condition générale de la levée elle-même, et d'en faire un rapport au dit bureau. Il surveillera en outre la construction de toutes les nouvelles écluses et autres tranchées qui devront être faites, et il verra à ce que le travail soit exécuté suivant les plans, spécifications et instructions à lui fournis par le bureau des ingénieurs d'Etat. Pour tous ces services, l'inspecteur recevra, comme rétribution, la moitié de toutes les sommes annuellement provenant des licences d'écluses, payables sur le certificat de l'ingénieur de l'Etat que de tels services ont été rendus.

Sec. 11.—Il est décrété en outre, etc: Que rien dans cette loi ne sera interprété de manière à donner un droit de propriété à aucun individu sur aucune levée publique de l'Etat, sur raison de la licence qu'il paye pour le privilège qui lui est accordé ; et si le Bureau des Ingénieurs d'Etat ou du juri de police, condamne, n'importe en quel temps, comme peu sûre toute ouverture dans la levée, la licence payée pour être remboursée sur la restitution à la personne intéressée du plein montant de la licence qu'elle aura payée pour un pareil privilège, et les dites autorités pourront, en tout temps, quand l'état d'une écluse deviendra suspect par la détérioration des matériaux ou autres causes, requérir de la personne qui s'en sert, qu'elle l'enlève et la replace d'une manière sûre et substantielle, et toutes les personnes ayant aussi requises de faire descendre du côté des terres l'eau qui pourrait des écluses et qui séjourne au pied de la levée ; et si quelque danger surgit de la négligence à observer cette clause, cet état de chose entraînera la perte de la licence.

Sec. 12.—*Il est décrété en outre, etc.*, Qu'il sera permis à tout individu en cet Etat de couper une levée publique, faite et entretenue par l'Etat, la paroisse ou par l'autorité spéciale ou générale du district de levée, dans le but d'user de la levée pour circulation ou transport en bateau et d'y passer des canaux pour machine, pourvu qu'il en demande préalablement l'autorisation au juri de police de la paroisse où la dite levée est située, et qu'il l'ait obtenue, après avoir déposé une somme d'argent suffisante pour combler cette coupure, la montant à déposer devant s'estimer sur le pied de 25 cents par yarde cube de remblai, et tout le travail devra se faire sous la surintendance de l'économe du ward de levée ou de l'inspecteur de levée nommé par les jurés des ingénieurs d'Etat, comme il est dit dans la section 10.

Il est décrété en outre, que quiconque violera les clauses de la précédente section en coupant une levée entretenue par l'autorité publique, sans compliance préalablement aux dispositions de la présente loi, sera poursuivi devant toute cour de juridiction compétente et sur conviction sera condamné à un emprisonnement à la geôle de paroisse pour un terme n'excédant pas six mois, et à une amende de deux cents piastres au plus.

Sec. 14. Il est décrété en outre, etc., Que tous règlements non désignés spécialement dans cette loi, qui pourront être nécessaires pour mettre pleinement en vigueur ses dispositions, seront faites par les divers juris de police agissant de concert avec le bureau des ingénieurs d'Etat. Lorsqu'un plan sûr d'arroser les champs de riz pourra être adopté par l'usage de syphons ou autrement, et lorsqu'il sera approuvé et recommandé par le bureau des ingénieurs d'Etat, il sera du devoir des jurés de police de donner un avis public à cet effet avant le premier jour d'octobre de toute année, et après cela la licence sera délivrée seulement pour le dit nouveau plan, et des mesures seront prises pour enlever les vieilles constructions et remblayer avec de la terre les espaces ouverts, suivant les instructions qui pourront être fournies par le bureau des ingénieurs d'Etat.

Sec. 15. Il est décrété en outre, etc., que lorsqu'il pourra y avoir danger de crevasse dans une levée publique, ou quand une crevasse peut déjà exister, requérant une prompte assistance de la part des autorités d'Etat pour l'empêcher ou la fermer, le gouverneur pourra ordonner à l'ingénieur d'Etat, en chef, de procéder au travail par l'achat des matériaux nécessaires et l'emploi de travailleurs sans être astreint aux formalités et aux délais qui occasionnent la manière usuelle prescrite pour l'adjudication des contrats, et pour le payement des frais ainsi encourus, l'auditeur des comptes publics tirera son mandat sur le trésorier, avec présentation d'un compte-rendu des dépenses, approuvé par le gouverneur et l'ingénieur de service, lequel mandat sera payable sur le fonds de District du District où le travail peut avoir lieu, ou sur le fonds général des ingénieurs, ou portée sur les deux, comme le gouverneur pourra le déterminer ; pourvu qu'aucune dépense, dans aucune crevasse ou crevasse immédiate ne dépasse la somme de trois mille piastres, payable sur ledit fonds de district ou d'Etat.

(Signé) R. N. OGDEN,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) S. D. McENERY,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 10 avril 1880.
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie certifiée :
(Signé) WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 89.] LOI

Pour créer un juge de paix additionnel et un constable dans le ward No neuf (9) de la paroisse de Natchitoches, dont le siège sera au Rigolet Bon Dieu, dans la dite paroisse ; pour définir sa juridiction, pourvoir à son élection et prescrire la manière dont la place sera remplie.

Attendu que, conformément à l'article 48 de la Constitution, dite notice à été donnée de l'intention de présenter le bill dont il est question ci-après, notice publiée dans le *People's Vindicator*, journal publié dans la ville et la paroisse de Natchitoches, plus de trente jours avant la présentation du bill à la Chambres des Représentants d'où il est originaire.

SECTION 1. Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Qu'un juge de paix additionnel et un constable sont créés dans le neuvième ward de la paroisse de Natchitoches, dont la cour siégera au Rigolet Bon Dieu, dans la dite paroisse ; pourvu que la juridiction de paix et le constable alloués déjà par la loi soient établis à Cane River, dans la dite paroisse, et que la dite juridiction de paix ait concurrente juridiction dans tout le neuvième ward de la dite paroisse.

Sec. 2. Il est décrété, en outre, etc., Que le dit juge de paix et constable auxquels il est pourvu par la première section de cette loi, seront élus par les votants qualifiés du neuvième ward de la dit paroisse, à la prochaine élection générale tenue en cet Etat de la manière prescrite par la loi ; et dûment la nomination sera faite par le Gouvernement par et avec l'avis et le consentement du Sénat.

(Signé) R. N. OGDEN,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) S. D. McENERY,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 10 avril 1880.
LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Copie certifiée :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 90.] LOI

Pour amender et déroger à nouveau la section trois mille sept cent cinquante des statuts de la Louisiane, révisés par Ray, sur les émoluments du voyer.

Section 1 Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane que la section trois mille sept cent cinquante des statuts de l'Etat de la Louisiane révisés par Ray en 1870, est amendée et dérogée de nouveau dans la forme suivante, savoir :

Ils auront droit à demander et à recevoir pour leurs services respectifs les émoluments qui suivent, savoir :

Pour milleage pour aller à et revenir de tout endroit où un arpentage doit être fait, dix cents (10)

Pour mesurer la façade de tout morceau de terre, sur tout bayou ou rivière, pour chaque mesure courante d'un arpent, dix cents (10)

Pour mesurer la ligne de profondeur ou la ligne touche aux marais et aux cyprières, et pour mesurer des lignes sur le fond, pour chaque arpent, dix cents, (10)

Pour projeter une ligne droite, pour chaque mille, deux piastres, (2)

Pour mesurer un cours d'eau, pour chaque arpent, dix cents (10)

Pour chaque plan d'un morceau de terre, y compris le régistre, deux piastres et cinquante cents ($2 50)

Pour chaque copie certifiée dudit plan, cinquante cents (50)

Pour plantation de tout poteau d'angle, vingt-cinq cents (25)

Pour tout morceau additionnel de terre compris dans le plan, avec mesurage et limites, deux piastres et cinquante cents ($ 50)

Pour mesurer chaque lot, dans un bourg ou endroit divisé en lots, pour chaque pied courant, un cent (1)

Pour tout plan original de tout lot, y compris le régistre, deux piastres cinquante cents ($2 50)

Pour chaque copie certifiée dudit plan et du certificat d'arpentage, une piastre cinquante cents (50)

Pour tout morceau additionnel de terre sur un plan en connexion, une piastre cinquante cents ($1 50)

(Signé) R. N. OGDEN,
Orateur de la Chambre des Représentants.
S. D. McENERY,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 10 avril 1880.
LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No 91.] LOI

Faisant allocation pour payer les déficits dus par l'Etat pour l'année dix-huit cent soixante-et-dix-neuf.

Section 1. Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane que la somme de dix-neuf mille sept cent quarante deux piastres et cinquante cents ($19,742 50) est allouée sur tout argent au trésor non encore alloué, tiré des revenus de l'année dix-huit cent soixante-et-dix-neuf, pour payer les déficits dus par l'Etat, les dits montants pour être divisés et alloués, comme il est dit ci-dessus, pour les objets suivants, savoir :

Pour payer les déficits dûs aux juges de paroisse, dix-huit cent soixante-dix-neuf, deux mille cinq cent piastres ($2,500).

Pour payer le déficit dû au bureau sanitaire d'Etat, dix-huit cent soixante-dix-neuf, cinq cent quatre-vingt-deux piastres et quarante-cinq cents ($1,182 42).

Pour payer aux assesseurs de paroisse, dans dernier la milles, cinq mille piastres ($5,000).

Pour payer aux clercs de l'enregistreur des votants, paroisses de la campagne, neuf mille piastres ($9,000).

Pour payer un déficit au bureau du trésorier, pour payer les réparations, de nouveaux livres et des honoraires d'avocat à la cour des Etats-Unis, huit cent soixante-quinze piastres quatre-vingt-seize cents ($875 96).

Pour payer à Joseph Lulla pour loyer de partie de bâtisse occupée comme malson d'Etat pendant trente mois, à trente-cinq piastres par mois, mille cinquante piastres ($1,050).

Pour payer à T. P. Richardson, shérif d'Ouachita, service à la Cour Suprême, cent piastres ($100).

Pour payer les frais de cloe (Austin Green) dans l'affaire de l'Etat contre le chemin de fer du Nord de la Louisiane et du Texas, trente-quatre piastres et dix cents ($34 10).

R. N. OGDEN,
Orateur de la Chambre des Représentants.
S. D. McENERY,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 10 avril 1880.
LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 21 mai.—Temps variable—vents du nord à l'est, température plus basse, temps couvert et pluie.

Température du 20 mai 1880.

Thermomètre de O. Dumaine, Opélousas.

6 heures du matin.	Fahrenheit 70	Centrade 21
Midi	74	23
3 P. M.	78	26
6 P. M.	76	24

Bulletin météorologique.

Jeudi, 20 mai, 2 h. 56 P. M.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes :			
Augusta, Géo.	85	Louisville, Ky.	76
Atlanta	82	Memphis, Tenn.	84
Charleston, Tex.	75	Mobile, Ala.	81
Cairo, Ill.	82	Montgomery, Ala.	87
Chattanooga, Tenn	81	Meridian, Miss.	84
Cincinnati, O.	74	New Orleans, La.	77
Davenport, Iowa	71	Omaha, Neb.	70
Dubuque, Iowa	69	Pittsburgh, Pa.	68
Galveston, Texas	73	Savannah, Géo.	88
Helena	73	Shreveport, La.	71
Keokuk, Iowa	73	St Louis, Mo.	67
Key West, Fla.	80	St Paul, Minn.	66
La Crosse, Wi.	65	Vicksburg, Miss.	79
Leavenworth, Kan.	73	Yankton, D. T.	68

Hauteur des eaux au-dessus de l'étiage (eaux en plus basses).

Cairo, Ill.	6.04	Nashville, Tenn	4.03
Cincinnati, O.	8.11	New Orleans*	2.01
Davenport, Iowa	0.09	Omaha, Neb.	7.02
Keokuk, Iowa	3.09	Pittsburgh, Pa.	1.06
La Crosse, Wis.	7.06	Shreveport, La.	11.11
Leavenworth, K.	6.08	St Louis, Mo.	15.07
Louisville, Ky.	5.11	St Paul, Minn.	3.06
Memphis, Tenn	17.06	Yankton	39.04

*Au-dessus du niveau de la marée en date de 1874.

SOPHIE E. ROHR,
Sergeant Signal Corps, U. S. A.

Mariages, naissances et décès insérés au bureau de santé dans les dernières vingt-quatre heures :

MARIAGES :—Jean Bodard à Mme Veuve Adèle Pecot.

Myers Johnson à Mlle Loddy Shanks.
Frederick Lycon à Mlle Joséphine Armstrong.
Simon Kaupp à Mlle Fannie Loeb.
Charles J. McInerney à Mlle Julia C. Nelson.
John McCay à Mlle Thérèse Toccasier.

NAISSANCES :—Mme Jullep Cortes, une fille, 14 mai.

Mme D. C. Dassave, une fille.
" Auguste Poirier, un garçon, 9 mai.
" Alex Toomey, un garçon 18 mars.
" Anthony Vicard, un garçon, 10 avril.
" Rudolph O. Holzer, un garçon, 6 mai.

DECES :—Rose Bell, c., 6 mois, natif de la Nlle-Orléans, enfa des rues Phillip et St Claude.

J. A. Ringgauld, 16 ans, natif de la Nlle-Orléans, 121 rue Religieuse.

Francois Ballaill, 6 ans, natif de la Nlle-Orléans, 60 rue Adèle.

F. J. Wisbham, 30 ans, natif de la Nlle Orléans, rue Toulouse, près Tréme.

Mme Agnes C. Golden, 30 ans, native de la Nlle Orléans, rue Austerlitz, près Live Oak.

Charles Rebsdel, 63 ans, natif d'Angleterre, rue Liberté, près Clio.

Josephine Fate, 6 jours, native de la Nlle-Orléans, enfa. Ferce et Léodon avenue.

Marie Albertine Nunez, 8 mois, native de la Nlle-Orléans, 250 rue Dumaine.

F. H. Morgan, 30 ans, natif du Canada, enfa des rues Palmyre et Johnson.

Jules Morphy, c., 8 mois, natif de la Nlle-Orléans, enfa des rues St Bernard et Tonti.

Emile Myer, 7 mois, Carrollton, natif de la Nlle-Orléans.

Robert Dinkel, c., 307 rue Carondel, Louisiane.

Maggie Vaughan, 7 mois, No 294 rue Dryades.

Chas G. Kramer, 5 ans, No 37, rue Washington.

Gustave Dietz, 5 ans, coin des rues Phillip et Pauet.

Réunion de l'association sanitaire.—Une réunion spéciale de l'Association sanitaire a eu lieu hier matin à 9 heures sous la présidence de M. Fenner.

Le Dr Mitchell, du Bureau national de santé, a donné connaissance des nouveaux réglements adoptés par le Bureau pour régir les communications par bateaux à vapeur et par chemins de fer pendant la saison d'épidémies, et il a présenté quelques remarques à ce sujet. Il a dit qu'il avait toujours été convaincu que les communications avec un port infesté pouvaient rester ouvertes sans danger pourvu que l'on adoptât des réglements sanitaires convenables.

Le docteur recommanda de tenir le Bureau national et le pays au courant de tous les cas de fièvre jaune afin d'empêcher les fausses rumeurs et les exagérations. Les réglements pour les bateaux à vapeur prescrivent une inspection des passagers et de l'état de santé, rien de suspect, un certificat le constate. Il sera établi des stations d'inspection le long du fleuve pour examiner chaque bateau à son passage. Si un cas de fièvre jaune s'est déclaré dans le trajet, le malade sera transporté à l'infirmerie de la station où il sera soigné. Les stations auront des bateaux de service pour porter au besoin des provisions et des médicaments.

Les réglements pour les chemins de fer sont ceux de l'année dernière avec les modifications suggérées par l'expérience. Le fait d'un point infecté sera transporté dans un wagon ouvert où la ventilation sera parfaite. A 50 ou 100 milles le frêt sera retiré du wagon ouvert pour être placé dans les wagons à marchandises ordinaires. Les passagers seront transférés à certains points mais deux trains ne se rencontront jamais. On fera usage des désinfectants.

MM. J. C. Clarke et Chas. A. Whitney, représentant les chemins de fer, se sont déclarés satisfaits des réglements prescrits.

Pour les bateaux M. Burdeau a dit qu'à cause des basses eaux ses 12 bateaux seraient bientôt retirés et M. J. B. Woods, de la ligne Anchor, a déclaré approuver les réglements. M. J. A. Aiken, de la ligne de la rivière Rouge, en a dit autant et a demandé au Dr Mitchell de faire établir une station au confluent de la rivière Rouge.

Le Dr J. C. Beard, du bureau de santé d'Etat, a exprimé la conviction que ce bureau endosserait les réglements et il a dit que les représentants du Bureau National fé de l'association seraient invités à conférer avec le Bureau d'Etat à la séance du soir.

Une résolution de M. Booth endossant les réglements du Bureau national a été adoptée.

Le président a désigné MM. Schmidt et Ginder pour représenter l'association à la conférence du soir.

La réunion s'est ensuite ajournée.

Le Bureau de Santé.—Séance hier soir. Présents MM. Drs. Jones, Formento, Davidson, Shepard et M. E. Hernandez, le Dr Bemiss du bureau national de Santé, Henderson, de l'association sanitaire auxiliaire.

Le Dr Davidson a dit que la réunion avait pour but de discuter les réglements adoptés par le bureau national de santé au sujet des bateaux à vapeur et des chemins de fer.

Le Dr Bemiss, du bureau national, a fait observer qu'il avait été invité à assister à cette réunion par un des membres du bureau d'Etat, mais qu'il n'avait rien à proposer à ces messieurs. Il a ajouté qu'il était venu seulement pour être au courant des suggestions qu'ils pourraient faire ; que leur mission à la Nlle-Orléans était simplement de consulter les hommes de bateaux et des chemins de fer à propos des réglements projetés par le bureau national. Il a demandé si le bureau désirait que la lecture en fût faite.

Le Dr Formento a dit que ces réglements étaient d'une trop grande importance pour que le Bureau émît une opinion aussi précipitée et a demandé un délai pour que le Bureau pût les prendre en considération sérieuse.

Le Dr Bemiss a fait remarquer qu'il n'était pas venu pour discuter des réglements mais seulement pour prendre des informations.

Le Dr Jones a demandé alors qu'il fut fourni au bureau une copie des réglements projetés par le Bureau national, ce à quoi le Dr Bemiss a répondu qu'il n'avait pas de copie à donner mais qu'il communiquerait l'original si le bureau le désirait.

Un membre de l'Association sanitaire a offert alors ses services pour prendre une copie des dits réglements, et l'offre a été acceptée.

Cela fait, le bureau s'est ajourné.

Nominations.—Hier, le gouverneur intérimaire a fait les nominations suivantes :

W. H. H. Brooks, assesseur de la paroisse Plaquemines ;

A. Marsdat, inspecteur des poids et mesures de la paroisse Ibérie ;

A. B. Mayes, membre du juri de police de la paroisse Plaquemines ;

Jos. B. Roustler, constable du quatrième ward de la paroisse Ouachita ;

L. J. Lasé, Geo. D. Wilson, V. H. Tillery, John McKay et W. J. Kilbourne, membres du juri de police de la paroisse Ouest-Carroll.

Avis aux navigateurs.—Le bureau des phares de Washington donne avis qu'à partir du 15 juillet 1880, le phare Alligator Reef, Florida Key, en Floride, montrera un feu rouge à chaque troisième évolution au lieu d'à chaque sixième comme à présent.

Avis est donné aussi qu'à partir du 15 juillet 1880, un feu paraîtra de la nouvelle batisse érigée sur Amdrican Shoal, Florida Reef, entre Sombrero Key et Sand Key. L'appareil éclairera tout Pharison, il est *catadioptric*, de première classe, et arrangé pour montrer un feu blanc toutes les cinq secondes.

Le foyer étant à 110 pieds au-dessus de la moyenne des basses eaux, le feu pourra être vu par un temps clair, du pont d'un navire ayant quinze pieds au-dessus de l'eau, à une distance de 16 milles nautiques.

Le phare est établi dans six pieds d'eau, et à 200 pieds au Nord Ouest du canal B. C'est une structure en fer, ayant la forme d'une pyramide tronquée. Le tout est peint en brun excepté l'escalier spirallique conduisant à la lanterne qui est blanc.

Position approximative du phare d'après la Charte hydrographique :

Latitude, 24° 31' (25") N.
Longitude, 81° 31' (19") W.

Positions et distances des objets en vue :

Sombrero Key Light-House, E. N. E. 1/8 E., 23 milles nautiques.
Sand Key Light-House, O. S. O. 1/2 O., 19 3/4 milles nautiques.
Key West Light-House, O. 1/8 N., 15 milles nautiques.
Beacon A, Eastern Sambo Key, O. S. O. 1/2 O., 8 milles nautiques.
Beacon C, Loos Key, E. N. E. 1/2 E., 6 1/2 milles nautiques.

Le ministre de la parole Franklin.—On a envoyé à la Nouvelle-Orléans pour les faire analyser des échantillons de minerai trouvés dans les collines de l'île Sicile, Louisiane. Ces échantillons sont des pyrites de fer, contenant des parcelles d'argent; l'analyse indiquerait un rendement de 40 onces d'argent par tonneau pour quelques uns seulement des échantillons. Il est douteux que l'exploitation soit avantageuse.

On prétend que des dépôts de plomb ont été découverts sur la rivière Rouge.

Syndicat pour liquider les dettes de la ville.—Les membres du bureau du syndicat pour liquider les dettes de la ville se sont réunis hier soir, dans le but de s'organiser. Toutes les questions restant à faire à la mise à exécution de la loi pour la liquidation de la dette ayant été soumises à la Cour suprême, le bureau a renvoyé toute la question à un autre jour.

Les bons à prime devant la Cour Suprême de l'Etat.—Dans les procès intitulés "Sun Mutual Insurance Company contre I. W. Patton, etc, et Lucas E. Moore contre la ville de la Nouvelle-Orléans," la Cour, après avoir entendu les plaidoiries de MM. Kelly, White, Thomas, Krutschmidt, McConnell et Miller pour les demandeurs, a reçu les mémoires.

Dans celui de "Factors and Traders Insurance Company" la cour a reçu les mémoires, les plaidoiries entendues étant admises pour les deux affaires.

Cour Suprême de l'Etat—Hier, dans le procès que M. Dan A. Wilson a intenté à M. P. S. Wilts, dans le but d'empêcher M. Wilts d'exercer les fonctions d'administrateur public, auxquelles le gouverneur vient de le nommer, la Cour Suprême de l'Etat a confirmé le jugement du juge Rightor de la sixième cour de district, jugement qui avait rejeté la demande d'injonction de M. Wilson.

Dans le procès intenté par W. L. Wooden contre Alcée Leblanc, la cour après avoir entendu les plaidoiries de MM. B. K. Miller et Mott pour le demandeur, et de MM. Chiapella et Tally pour le défendeur, a reçu les mémoires.

On se souvient peut-être que M. Wooden a été dernièrement nommé par le gouverneur, inspecteur des abattoirs, et que M. Leblanc a été élu aux mêmes fonctions par le juri de police de la paroisse St-Bernard.

Cour Criminelle Supérieure.—Le second jugement de Maurice M. Dreifus, déclaré coupable, le 20 février 1880, d'avoir, le 6 janvier 1880, détourné $100 au préjudice de M. J. P. Sarrazin, a commencé hier matin. Lejuri l'a acquitté.

Le jugement du caporal Ed. Murphy, accusé de meurtre, a été remis au 25 du courant ; celui de Mortimer Edmonds, accusé de tentative d'incendie, a été remis au 27 du courant ; ceux de E. et A. Hoyard, accusés de voies de fait, et de E. Boyard, d'attaque dans l'intention de commettre un viol ont été remis au 28 du courant ; celui de Charles H. Evans, accusé de viol a été remis au 2 du mois prochain.

—Le juri a acquitté M. C. J. Berry, qui était accusé d'avoir détourné $100 du Lafayette Hook and Ladder Company No 1.

Cour de Circuit des Etats-Unis.—Le rapport de M. J. W. Gurley, commissaire nommé pour évaluer les honoraires dus à M. Oglesby et à la succession de W. C. Black, syndic du New Orleans Savings Institution, alloue $7000. Les recettes des syndics ont été de $276,619 19, leurs débours de $189,363 24, et la balance en caisse, le 1er décembre 1879 était de $87,255 95. Le rapport sera enlassé et il est accordé 30 jours aux intéressés pour le contester.

Cours de district.—A la deuxième cour, la succession d'Andrew Wallis Hunter est ouverte.

A la cinquième cour, dans le procès intenté par J. Léonard à Wm. O'Hern, le juge Rogers a refusé une nouvelle audition de cause.

Dans celui intenté par James S. Zacharie à Hugh Lewis, le juge a rendu un jugement en faveur du demandeur pour $325.

Cour du juge Miltemberger.—Joseph Peterson ou Kenner, ou mieux encore, Joseph Seymour, accusé de vol, a été envoyé devant la première cour de district. Cautionnement de $250.

Hugh Early, accusé d'attaque à main armée, a été envoyé devant le même tribunal. Il a été mis en voies de fait. Cautionnement de $500.

Louis Caddo, accusé de vol, a été renvoyé de la plainte l'accusateur ne s'étant pas présenté en cour bien qu'il eut été cité.

L'interrogatoire de Tin Sing et Sam Sing, accusés d'être entrés illégalement dans une maison et d'y avoir commis un vol—a été remis au 26 du courant.

Alice Chapman, pour bris de paix et Mme John, pour s'être enivrée, avoir troublé la paix et s'être servie de langage obscène, ont été condamnées à une amende de $10 ou à vingt jours de prison de paroisse.

Cour du juge Sheehan.—Mary Chatman, accusée d'insultes et d'attaque ; Gilbert Hill, accusé de voies de fait, ont été requis de fournir un cautionnement de $100 pour répondre de leur bonne conduite. A défaut de cautionnement ils passeront cinq jours en prison. Ils ont été, en outre, condamnés à une amende de $5 ou à dix jours de prison.

Hugh Early, accusé d'attaque à main armée, a été envoyé devant le même tribunal. Il a été mis en voies de fait. Cautionnement de $500.

Louis Caddo, accusé de vol, a été renvoyé de la plainte l'accusateur ne s'étant pas présenté en cour bien qu'il eut été cité.

L'interrogatoire de Tin Sing et Sam Sing, accusés d'être entrés illégalement dans une maison et d'y avoir commis un vol—a été remis au 26 du courant.

Alice Chapman, pour bris de paix et Mme John, pour s'être enivrée, avoir troublé la paix et s'être servie de langage obscène, ont été condamnées à une amende de $10 ou à vingt jours de prison de paroisse.

Cour du juge Sheehan.—Mary Chatman, accusée d'insultes et d'attaque ; Gilbert Hill, accusé de voies de fait, ont été requis de fournir un cautionnement de $100 pour répondre de leur bonne conduite. A défaut de cautionnement ils passeront cinq jours en prison. Ils ont été, en outre, condamnés à une amende de $5 ou à dix jours de prison de paroisse.

—M. Haas, a informé la police qu'un nègre ayant un sac rempli de chaussures était venu chez lui au No 90 de la rue Hancock, dans le faubourg St. Bernard, et lui avait offert de les lui vendre, mais M. Haas lui ayant demandé où il les avait prises, le nègre s'est enfui laissant le sac derrière lui.

—Le gouverneur par interim McEnery a gracié Mike McGuire, qui avait été condamné le 15 mars à 5 mois de prison de paroisse ; J. K. Murphy et Sam Lawrason, déclarés coupables de tentative d'incendie et qui avaient été condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; la sentence de Benjamin Berkley, déclaré coupable de faux, a été commuée en un an d'emprisonnement ; il avait été condamné à dix ans de travaux forcés par le juge Whitaker.

—Le bataillon allemand donnera le 23 et le 24 mai au parc Oakland un grand Festival Militaire.

—Hier, à midi, un coup de pistolet a été tiré au coin des rues Magnolia et Thalia ; la balle est allée frapper à la jambe Maggie McEvoy, petite fille, qui jouait en ce moment, jouait dans la cour de ses parents. La blessure n'est pas grave.

—Hier soir, à dix heures, Joseph Alexander a été arrêté au coin des rues Poydras et Basein, pour s'être battu.

—Joseph Sabeol, accusé de s'être battu et d'avoir troublé la paix, a été arrêté dans la rue Poydras, près de la rue Basin.

—Hier soir, à huit heures, John et Clara Johnson, c., ont été arrêtés à Pontchartrain des rues Dryades et Gravier ; ils sont accusés de bris de paix.

—A la même heure, Louis Daray, pour s'être battu et avoir troublé la paix, a été forcé à la station centrale.

—Agnès Meehow, c., a été arrêtée hier, à 5 heures de l'après-midi. Mme Lamaque, domiciliée au No 212 de la rue Camp, l'accuse de lui avoir soustrait $20.

—Un duel a eu lieu hier, à quatre heures et demi, au-dessus des Abattoirs, entre MM. L. J. Mathews et Charles Kennedy ; l'arme choisie était le pistolet, deux coups de feu ont été échangés sans résultat.

—Hier matin, à 4 heures et demie, Mme Joséphine Channa, qui tient une table au Marché Français, a été assaillie par un nommé Papino qui l'a frappée de trois coups de poignard. On attribue la tentative de meurtre à la mise à exécution de la loi pour la liquidation de la dette ayant été soumises à la Cour suprême, le bureau a renvoyé toute la question à un autre jour.

Les bons à prime devant la Cour Suprême de l'Etat.—Dans